



**KAIPTC**  
...where peace begins

Norwegian  
Government



Supported by  
**giz**  
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



# COMMUNIQUÉ FINAL

ADOPTÉ LORS DE LA TROISIÈME ÉDITION DU FORUM KOFI ANNAN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ  
SUR LE THÈME : "MIGRATION ET RÉSILIENCE SOCIÉTALE DANS UN ORDRE MONDIAL MULTIPOLAIRE : RÈGLEMENT  
DES CONFLITS ET CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE, TENU À ACCRA, LES 28 ET 29 FÉVRIER 2024

## 1. Préambule

Sous le haut patronage de Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana et Commandant en chef des Forces armées ghanéennes, et sous la présidence de S.E. Dr. Mohamed Ibn Chambas, Haut Représentant de l'Union Africaine pour faire taire les armes, le Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC), en collaboration avec le gouvernement du Ghana, et avec le soutien du gouvernement norvégien et du gouvernement fédéral allemand, a organisé la troisième édition du Forum Kofi Annan pour la Paix et la Sécurité (ci-après dénommé Forum KAPS). Ce Forum, qui s'est tenu les 28 et 29 février 2024, a eu pour thème : Migration et résilience sociétale dans un ordre mondial multipolaire : Règlement des conflits et consolidation de la paix en Afrique.

Le Forum KAPS a également eu l'honneur d'accueillir les personnalités suivantes : S.E. Boni Yayi, ancien Président de la République du Bénin, S.E. Hailemariam Dessalegn Boshe, ancien Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, S.E. Mme Fatoumata C.M. Jallow Tambajang, ancienne Vice-présidente de la République de Gambie, et S.E. Chief Dr. Jewel Howard-Taylor, ancienne Vice-présidente de la République du Liberia.

Parmi les éminentes personnalités présentes figuraient également : S.E. Leonardo Santos Simão, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ainsi que Président de la Commission mixte Cameroun-Nigeria (CMCN) ; L'Ambassadeur Dr Abdel-Fatau Musah, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; S.E. Kyrre Holm, Chef de mission adjoint et Chef de la coopération à l'Ambassade de Norvège à Accra ; S.E. Mme Sivine Jansen, Chef de mission adjoint à l'Ambassade d'Allemagne à Accra ; S.E. Mme Hanna Serwaah Tetteh, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la Corne de l'Afrique ; S.E. Charles Abani, Coordinateur résident des Nations Unies au Ghana ; S.E. La Dr. Angela Lusigi, Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), S.E. Mme. Fatou Diallo Ndiaye, Chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour le Ghana, le Togo et le Bénin ; Commissaire Silver Ojakol, Chef de Cabinet du Secrétaire de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) S.E. Mme. M. Josephine Nkrumah, Représentante Résidente du Président de la Commission de la CEDEAO au Libéria ; S.E. Irchad Razaaly, Ambassadeur de l'Union Européenne (UE) au Ghana et M. Emmanuel Habuka Bombande, Conseiller principal en médiation, Département des affaires politiques, Nations Unies.

Parmi les autres dignitaires présents figuraient également Hon. Dominic Nitiwul (Député), Ministre de la Défense de la République du Ghana, Hon. Henry Quartey (Député), Ministre de l'Intérieur de la République du Ghana, Hon. Albert Kan-Dapaah, Ministre de la Sécurité Nationale de la République du Ghana, Hon. Dr. Zanetor Agyeman-Rawlings, Députée de la circonscription de Korle Klottey, Région de Greater Accra, République du Ghana ; la Fondation Kofi Annan ; et d'autres membres de la communauté diplomatique ; des partenaires de développement ; les responsables des services d'immigration de Gambie, du Ghana, de Côte d'Ivoire et du Nigeria, les chefs des services de sécurité, les groupes de réflexion sur la politique et la recherche, les universitaires, les institutions de formation au maintien de la paix, les chefs d'entreprise et d'autres groupes de la société civile. Ceux-ci ont participé soit en présentiel soit en virtuel.

## 2. Rédaction du Communiqué

Le présent communiqué final récapitule les délibérations et les conclusions du Forum KAPS portant sur les thèmes des migrations, du changement climatique et de la démographie. Les discussions ont abordé les sous-thèmes suivants, que ce soit en séance plénière ou en groupe : Migration, changement climatique et conflits en Afrique : Leadership africain et mécanismes d'adaptation ; Renforcement des capacités régionales pour atténuer les migrations et les conflits en Afrique Lutte contre la migration irrégulière et la criminalité transnationale organisée dans un monde multipolaire ; Genre, jeunesse et migration : Questions et débats ; Renforcement de la résilience des communautés face au changement climatique et aux conflits ; Changement climatique et migration en Afrique de l'Ouest : Évaluation des opportunités et des obstacles ; Démographie et migration dans un ordre mondial multipolaire.

## 3. Le Communiqué

Les délégués ont formulé les observations et recommandations suivantes au cours du Forum KAPS :

### 3.1 Contexte

1. Dans le contexte actuel de mondialisation, de multipolarité, d'évolution démographique rapide et d'insécurité climatique, tous les pays sont de plus en plus confrontés à la nécessité de la migration ;
2. Quoique les États africains soient de loin les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, ce sont eux qui souffrent le plus des conséquences de l'insécurité climatique qui pousse les populations humaines du continent à se déplacer ;
3. S'il est vrai que les migrations restent un catalyseur du développement économique et de la prospérité partagée, tant pour les pays d'origine que pour les pays de destination, elles sont devenues un sujet extrêmement émotionnel et sensible, parfois déformé et instrumentalisé pour susciter la peur et l'indignation ;
4. Cela constitue une véritable menace pour la sécurité et les droits des migrants, et empêche

de voir les énormes avantages de la migration ;

5. Les sources d'insécurité dans la sous-région de la CEDEAO sont multiples et comprennent l'extrémisme violent, les revirements démocratiques et la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic d'êtres humains et la traite des personnes ;
6. Si les États membres de la CEDEAO ont adopté des protocoles spécifiques relatifs à la migration, au commerce, à la sécurité et à la bonne gouvernance, leur mise en œuvre est entravée par de multiples défis, notamment le manque de volonté politique, les déficits de capacité et une mauvaise coordination ; et
7. Malgré le rôle essentiel joué par le protocole de la CEDEAO de 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement dans la sous-région, sa mise en œuvre a été entravée par de nombreux défis, compromettant ainsi l'efficacité du commerce intrarégional, de l'intégration économique régionale et du développement.

### 3.2 Recommandations

Voici les recommandations qui ont été proposées :

1. Les parties prenantes nationales en Afrique devraient aborder les déficits de leadership et de gouvernance sur le continent en promouvant la démocratie, l'État de droit et le gouvernement responsable, éléments essentiels pour prévenir ou traiter les situations qui forcent les gens à émigrer ;
2. Les États africains devraient intégrer des stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans leurs plans de développement nationaux, afin de lutter contre les migrations induites par le climat tant sur le continent qu'à l'intérieur de celui-ci ;
3. Les États africains devraient tirer parti des protocoles relatifs à la sécurité climatique et aux migrations auxquels ils sont parties, en identifiant et en supprimant les obstacles à leur mise en œuvre ;
4. Les parties prenantes nationales et régionales devraient accorder la priorité à l'indépendance de l'Afrique lors de l'élaboration, de l'appropriation, du financement et de la mise en œuvre des politiques liées à la sécurité climatique, aux migrations et à la consolidation de la paix ;
5. La coopération internationale devrait être renforcée pour faire face à l'impact asymétrique du changement climatique sur les États africains, qui sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre ;
6. Les États d'Afrique subsaharienne et leurs homologues du Maghreb, du Moyen-Orient, d'Europe et d'Amérique du Nord devraient renforcer la coopération multilatérale afin de protéger les droits des réfugiés et des autres migrants dans leurs pays ;
7. Les États africains et les communautés économiques régionales (CER) devraient faciliter la transformation de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) en un catalyseur de changement structurel et de transformation économique grâce à une véritable ouverture des frontières, à une intégration plus poussée et à des chaînes de valeur régionales renforcées qui retiennent les talents sur le continent ;
8. Pour mettre en œuvre efficacement le Protocole de la CEDEAO relatif à la libre circulation des personnes, ainsi que l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine, la CEDEAO devrait faciliter l'amélioration de la gestion de la sécurité des frontières par le biais du renforcement des capacités et du partage de l'information entre les agences concernées ;
9. Les États africains et les CER devraient intégrer les mécanismes autochtones de paix, de justice et de sécurité qui reposent sur une approche de transformation des conflits axée sur la société dans son ensemble et sur la personne en tant qu'individu ; et ce, en vue de générer des solutions largement inclusives capables de renforcer la résilience de l'État et de la société face à la violence armée ;
10. La CEDEAO et ses États membres devraient accorder la priorité à la transformation des conflits entre agriculteurs et éleveurs, une menace pour la sécurité de nombreuses communautés de la région ;
11. Les États africains devraient offrir davantage d'opportunités aux jeunes et favoriser leur participation aux processus de gouvernance ;
12. Étant donné que les femmes sont les premières victimes de l'insécurité climatique, leurs besoins et leurs priorités devraient être pris en compte lors de l'élaboration des mesures d'atténuation et d'adaptation ;
13. Les femmes devraient être intégrées dans toutes les politiques et tous les programmes locaux, nationaux et régionaux, ainsi que dans leur mise en œuvre ;
14. Les universitaires et les décideurs politiques devraient décriminaliser et décoloniser la migration afin de refléter le fait que les États, quel que soit leur niveau de revenu, sont désormais des pays d'origine, de transit et de destination ; et
15. Les institutions de leadership intellectuel, telles que le KAIPTC, devraient continuer à accorder la priorité à la recherche et au dialogue politique sur la migration, la sécurité climatique et la résilience sociétale, et les partenaires devraient soutenir le KAIPTC, en particulier, pour que ce dernier puisse s'acquitter de son mandat de manière efficace.

En conséquence, nous, soussignés, Commandant du KAIPTC et Président du Forum KAPS, apposons nos signatures au présent communiqué.

Adopté à Accra, le 29 février 2024

Signature.....  
**GÉNÉRAL DE DIVISION RICHARD ADDO GYANE,**  
Commandant du Centre International Kofi Annan de  
Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC)

Signature.....  
**S.E. DR. MOHAMED IBN CHAMBAS,**  
Haut représentant de l'Union africaine pour faire taire les armes ; et  
Président du Forum Kofi Annan pour la paix et la sécurité (Forum KAPS)